



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 27 septembre 2022

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2022 - 137 MISE EN ŒUVRE DU TÉLÉTRAVAIL ET ADOPTION D'UN ACCORD CADRE 2023/2026

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 19 septembre 2022, s'est réuni le mardi 27 septembre 2022 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA-MOZIN, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°134 à N°135)
Madame Annie OGGERO-MAIRE
(Prend part à la délibération N°134)
Madame Karine GIGODOT
(Prend part à la délibération N°134)
Monsieur Jean-Marc GARNIER
(Prend part aux délibérations N°134 à N°145)
Monsieur Nicolas DOYEN
(Prend part aux délibérations N°134 à N°158)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Murièle CHABERT
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENT SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Annie DUVAL
Madame Murièle CHABERT à Monsieur le Maire
Madame Mélanie ZARRILLO à Madame Valérie COPIN
Madame Annie OGGERO-MAIRE à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Philippe BONELLI
Monsieur Nicolas DOYEN à Madame Catherine BUTTY
Madame Karine GIGODOT à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Monsieur Charles FERRERO est élu secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 juin 2022.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2022 - 136

CIMETIERES

**CONSTRUCTION D'UN CREMATORIUM AU CIMETIERE DES ROUMIGUIERES A GRASSE
LANCEMENT DU MARCHE DE CONCEPTION-REALISATION**

DU 27 SEPTEMBRE 2022

MISE EN ŒUVRE DU TÉLÉTRAVAIL ET ADOPTION D'UN ACCORD CADRE 2023/2026

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Un accord-cadre relatif à la mise en œuvre du télétravail dans les trois fonctions publiques a été signé le 13 juillet 2021. La ville de Grasse compte 950 agents qui travaillent quotidiennement pour ses administrés. En sa qualité d'employeur local, la Ville compte des métiers divers : gestionnaires, policiers municipaux, bibliothécaires, Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles (ATSEM), adjoints techniques, etc. Dans le cadre des missions réalisées par la collectivité, une présence forte des agents sur le terrain (service à la personne, sécurité, éducation...) est requise. Néanmoins, il existe des métiers qui comportent des tâches qui peuvent être télétravaillées. En conséquence, il devient nécessaire pour l'administration et conformément aux évolutions globales du monde du travail de s'engager dans le déploiement du télétravail. En outre, l'expérience consécutive à la crise sanitaire qui perdure depuis le 23 mars 2020 a démontré la nécessité pour l'administration de développer de nouvelles modalités d'organisation du travail en faisant preuve d'adaptabilité. C'est ainsi que la ville de Grasse souhaite s'engager dans une démarche de mise en place du télétravail, s'inscrivant dans le cadre plus global de la stratégie ressources humaines.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 221-1 à L.227-4 et L. 430-1,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 36 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et aux agents de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,

Vu le décret n° 2021-1725 du 21 décembre 2021 modifiant les conditions de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 21 juin 2022,

Considérant que le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux, en utilisant les technologies de l'information et de la communication,

Considérant que pour l'administration, le télétravail permet d'orienter l'organisation du travail vers une modernisation des pratiques professionnelles et une évolution des pratiques managériales,
Considérant que la mise en œuvre du télétravail permet de réexaminer la place de cette modalité de travail et d'interroger l'organisation du travail dans la fonction publique territoriale, au regard notamment de la continuité des services publics, des conditions d'exercice des missions par les agents, de la conciliation de la vie personnelle et de la vie professionnelle, des organisations de service, du lien entre l'agent en télétravail et son collectif de travail, de son temps de travail et de la qualité du service rendu à l'usager,

Considérant que le télétravail ne peut être ouvert qu'à certaines activités compatibles avec ce mode d'organisation. Une approche par tâche, plutôt que par métier, a été privilégiée pour identifier les activités éligibles au télétravail. Certains critères permettent d'établir si une tâche / une activité est considérée comme éligible au télétravail. Les missions non éligibles au télétravail sont listées dans l'Accord Cadre sur le télétravail joint en annexe de la présente délibération,

Considérant que, sous réserve de l'accord de l'employeur, le télétravail se pratique au domicile de l'agent : entendu comme la résidence principale de l'agent et dont l'adresse a été fournie à l'employeur et figurant sur ses documents administratifs. Le télétravailleur pourra librement exercer ses fonctions sur le lieu de travail autorisé, sous réserve de demeurer joignable aux horaires fixés par l'autorisation et d'être en capacité de rejoindre ses locaux professionnels en cas de nécessité de service,

Considérant que l'employeur met à la disposition du télétravailleur à domicile un ordinateur portable, sauf pour les agents déjà dotés, paramétré par le responsable informatique, qui se substitue à son poste informatique habituel et que le télétravailleur s'engage à utiliser dans le respect des règles d'usage du système d'information. La collectivité met à la disposition du télétravailleur sur cet ordinateur portable, les applicatifs métiers qui lui sont nécessaires,

Considérant que l'employeur fournit au télétravailleur une assistance informatique pendant les heures ouvrées de bureau et durant le temps de présence des agents du service informatique. En cas d'incident technique l'empêchant d'effectuer normalement son activité à domicile, le télétravailleur doit en informer sans délai son responsable hiérarchique qui prendra les mesures appropriées pour assurer la bonne gestion de l'activité. A ce titre, il pourra être demandé au télétravailleur de revenir à son bureau afin de poursuivre son activité, dans l'attente de la résolution du ou des problèmes techniques (y compris en cas de panne réseau, électrique...),

Considérant que l'environnement de travail du télétravailleur doit permettre de répondre aux problématiques de confidentialité. Pour ce faire, le télétravailleur doit disposer d'un espace réservé à son activité professionnelle et s'engager à assurer la confidentialité et la sûreté des informations ou fichiers de données utilisés.

La DSI a défini, à travers la charte d'utilisation des Systèmes d'Information et de communication, les règles à appliquer par le télétravailleur, afin de garantir la protection et la confidentialité des données et la sécurité des applications et des systèmes qui lui sont confiés. Cette charte devra être obligatoirement signée par l'agent pour que la demande de télétravail puisse être acceptée par l'employeur,

Considérant que l'agent n'a pas d'activités personnelles et/ou familiales dans les créneaux horaires de télétravail. Il se consacre exclusivement à son activité professionnelle,

Considérant que l'autorisation de télétravail est délivrée pour une durée d'un an maximum. La demande est renouvelable dans les mêmes formes que la demande initiale et donnera lieu à un entretien préalable et avis du responsable hiérarchique. Pendant la phase dite « initiale », le télétravail sera soumis à une période d'adaptation calculée en fonction de la durée d'autorisation, permettant à l'agent et à sa hiérarchie de s'assurer de la pertinence de ce nouveau mode de travail compte tenu des missions exercées. A l'issue de cette période, un entretien est organisé entre l'agent et son supérieur hiérarchique afin d'ajuster ou mettre fin au télétravail.

Il peut être mis fin au télétravail par chacune des deux parties, par écrit, moyennant un délai de prévenance d'un mois. Lorsqu'il est mis fin au télétravail à l'initiative de l'administration, le délai de prévenance peut être réduit en cas de nécessité de service dûment motivée. En cas de changement de fonctions, la période de télétravail s'interrompt automatiquement. L'agent concerné pourra présenter une nouvelle demande après avoir cumulé six mois d'ancienneté dans ses nouvelles fonctions,

Considérant que les plages horaires de télétravail coïncident avec les plages horaires dites « standard » et s'entendent du lundi au vendredi, avec une amplitude d'activité dans la journée de 8 heures à 18 heures, conformément à ce que prévoit le Cadre Général du temps de travail de la Ville. Les modalités d'organisation du télétravail sont arrêtées par le responsable hiérarchique au cours de l'entretien d'examen de la demande, en concertation avec l'agent et sont mentionnées dans l'arrêté individuel. Le nombre minimal de jours de présence sur le lieu d'affectation par semaine est fixé à :

- 4 jours : pour les agents ayant opté pour 1 jour de télétravail fixe par semaine
- 3 jours : pour les agents ayant opté pour le forfait annuel de 44 jours flottants de télétravail.

Considérant que pour les agents relevant de restrictions médicales, le télétravail ne pourra être proposé qu'après avis du médecin de prévention, faisant suite à une visite médicale obligatoire, précisant les modalités et la durée d'application du télétravail. Si l'état de santé, le handicap ou l'état de grossesse le justifie, il pourra être dérogé pour une durée de 6 mois maximum au plafonnement de trois jours par semaine, de la quotité de travail ouverte au télétravail ; cette durée est renouvelable sous réserve d'un nouvel avis du médecin de prévention.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 6 septembre 2022,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les modalités de l'Accord Cadre sur le télétravail et autoriser son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2023 ;
- **ADOPTER** l'ensemble des dispositions précisées dans la présente délibération ;
- **INSCRIRE** les crédits correspondants aux budgets 2023 et suivants.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **28 SEP. 2022**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

